

Crise économique : menaces et opportunités pour l'agriculture européenne

27 mars 2009

Dans ce document, l'IIEP (Institute for European Environmental Policy), l'institut de recherche indépendant qui anime un site de réflexion sur l'avenir de la PAC (<http://www.cap2020.ieep.eu>) montre que la crise économique représente à la fois des menaces et des opportunités pour l'agriculture européenne.

L'agriculture est un secteur économique relativement favorisé (par rapport à d'autres) face à la crise pour diverses raisons :

- les ménages sont obligés de se nourrir et la demande alimentaire devrait se maintenir,
- les prix élevés dans certains secteurs en 2007 et 2008 ont permis aux agriculteurs de faire des investissements,
- le prix des intrants et de l'énergie ont baissé,
- la PAC est la seule politique commune, elle est plus efficace que 27 politiques différentes,
- les aides européennes jouent un rôle stabilisateur, contre-cyclique.

Cependant il fut nuancer cet optimisme :

- la hausse de 2007 et 2008 n'a pas concerné tout le monde, les éleveurs britanniques ont vu leur revenu baisser et les prévisions de revenu agricole au Royaume-Uni sont de -8% pour 2008-2009,
- la crise influence les choix des consommateurs, au bénéfice des uns mais au détriment des autres (par exemple, les produits à haute valeur ajoutée, les produits bio),
- les agriculteurs connaissent, comme les autres entrepreneurs, un problème d'accès au crédit,

- le revenu agricole et les prix alimentaires risquent d'être soumis à de fortes fluctuations dans les années à venir,
- il y a un risque de protectionnisme (ex : la réintroduction, à titre temporaire, du régime des restitutions à l'exportation pour les produits laitiers),
- la mise en œuvre des mesures environnementales risque d'être retardée,
- les investissements dans le développement rural vont peut-être être sacrifiés (décision de l'Irlande en décembre 2008 de réduire ses dépenses en la matière),
- les opinions favorables à la réduction des montants de la PAC après 2013 (exprimées lors de la consultation publique) risquent de se renforcer,
- les perspectives financières en 2013 (finances publiques en berne en raison des déficits budgétaires) rendront difficiles la négociation du nouveau cadre pluriannuel de dépenses.

L'agriculture est concernée par les plans de relance, le plan de relance européen notamment comporte un volet rural : 1,2 milliard d'euros prévu pour développer l'accès à Internet en haut débit dans les zones rurales, plus 0,5 milliard pour répondre aux « nouveaux défis » identifiés par le bilan de santé de la PAC (adaptation au réchauffement, énergie renouvelable, gestion de l'eau, protection de la biodiversité, restructuration du secteur laitier). Au total, le budget consacré à l'agriculture sera plus important après la crise qu'avant, selon les auteurs.

La crise est surtout pour eux l'occasion de « reprioritiser » les dépenses pour mieux les justifier.

[IEEP. The Economic Downturn – The Challenge for Agricultur](#)